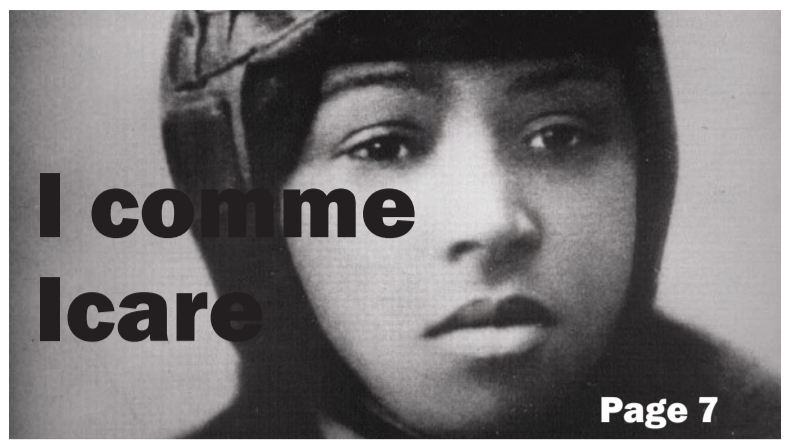


# Le Devoir

ISSN 0850-5500  
édité par  
GMT Pile à l'heure !

NOUVELLE FORMULE-ÉDITION DU LUNDI 12 JUILLET 2021



**I comme  
lcare**

Page 7

## KARIM-KHALIFA-SONKO



**À consommer  
avec modération**

Pages 4&5

## FRANCE

## Mouvements sociaux en ébullition

Nous voici devant un été en Europe où il fait très souvent plus de 35 degrés à l'ombre, comme dans un désert californien aux USA. Mais, cette canicule n'arrête ni la marche du travail et ni les grèves dans l'Hexagone. Le bouillonnement de la société française va dans le sens d'épouser en toutes circonstances, toutes les formes de vie de la société.

Cette société européenne, quoi qu'on puisse dire, possède traditionnellement quelque chose de fascinant et d'attachant, c'est-à-dire un véritable melting-pot dans lequel se meut toute la société.

## De notre correspondant

En ces périodes, beaucoup de mouvements sociaux sont prévus dans la capitale française, particulièrement à Paris-Aéroport et ailleurs.

On ne peut à priori mesurer l'impact que les grèves dans les aéroports et dans les gares auront sur les voyageurs, mais l'attente et le dysfonctionnement dus à cet effet seront rudes à tous égards.

Des échos provenant des entreprises disent que l'entente entre les syndicats n'est pas parfaite, mais l'appel à la grève prévu jeudi prochain est entendu de tous, et la mobilisation risque d'être très forte. C'est dans le cadre de l'ouverture à la concurrence qu'un syndicat dénonce les abus constatés au niveau de la SNCF dans le cadre de l'ouverture de la concurrence. Pour la CGT, le groupe public SNCF continue de se transformer « par mimétisme du fonctionnement des entreprises privées ».

Avec le retour des clients dans les TGV, on sent une véritable phase de reprise, et tout cela porte à croire

que les négociations sont toujours en cours. Il faut parier que beaucoup de syndicats se trouveront dans la rue ce week-end dans un mécontentement général durant les départs estivaux.

Paris-Aéroport cherche à faire des économies après les temps difficiles passés l'année dernière, ce que contestent les syndicats qui refusent la baisse de leur rémunération sans être licenciés dans le cadre d'un plan social.

Seulement, ces multiples grèves auront une incidence sur l'économie alors que chaque partie tire le maximum pour son profit. Certains syndicalistes pensent que le fait de perdre une rémunération est lié aux « éléments variables de solde » qui se cumulent comme dans toutes les entreprises avec les conditions de pause et de restauration.

Une des conséquences de la dégradation de tels phénomènes d'humour ne sera quantifiable qu'après la suppression de trains durant toute la semaine, pour connaître réellement le coût d'un tel désastre. Les gares et les aéroports constituant un grand trafic y subiront un sacré coup. C'est

pourquoi la perturbation se fera sentir partout à cause des grèves sur les rails et même dans le ciel.

Les autorités s'attèlent quant à elles à alanguir de tels mouvements compris et pourtant liés à une bonne respiration démocratique. Elles s'attèlent à prendre les devants pour que les incidences sur les populations soient mineures au niveau de toutes les populations.



Elles se battent avec des propositions concrètes à servir aux mécontents afin que les conséquences ne soient pas catastrophiques et que cela n'entraîne ni matraques, ni em-

prisonnements comme cela se voit toujours en Afrique, et particulièrement au Sénégal.

Tidiane SÈNE,  
Toulouse

LA CHRONIQUE DÉJANTÉE DE GORGUEZ  
INTÉGRISME RELIGIEUX

## Menaces réelles à nos portes

Gorguez Diop  
Email : gorguezdiop@gmail.com

**Le Devoir**  
ISSN 0850-5500  
édité par  
GMT Pile à l'heure!

Patte d'Oie Builders  
Immeuble Thales 3e étage  
+221 33 896 76 03

## Directeur de publication

Pathé MBODJE

## Rédaction

Pathé MBODJE,

Mame Gor NGOM

Charles SENGHOR,

Habib KA

Ndèye Fatou DIONGUE,

Fanny ARDANT

Khadidiatou GUEYE

Sadany SOW

Tidiane SÈNE

## Infographiste

Alioune Khalil KANE

## Metteur en page

Laay Gooto

## Web

medhamo@hotmail.com (Design)

## Administration

Tchalys

Nd Fatou DIONGUE

Il y a lieu, face aux menaces réelles d'une infiltration du pays par le terrorisme, d'être davantage plus regardant sur les passerelles que sont ces financements d'instituts et de lieux de culte dont le but inavoué de bailleurs étrangers est d'inoculer le virus de l'intolérance et de la division religieuses. En cela, et aidés par des relais sénégalais au douteux statut de dignitaires religieux, ces sponsors d'obédience sunnite ou chiite ont en ligne de mire de d'abord infester nos confréries traditionnelles dans leur cohabitation paisible avec la communauté chrétienne, pour ensuite tenter de les affaiblir progressivement dans leurs dévouements à davantage perpétuer les grandes œuvres de nos saints hommes fondateurs !

C'est fort de telles craintes d'un enracinement de noyaux talibanistes, isissistes et autres hezbollahistes sur le territoire national, qu'il importe désormais de mettre en branle d'efficaces mesures sécuritaires pour, entre autres, mener des investigations sur les sources de financement de tels instituts et maisons de culte et sur l'enrichissement nébuleux de ces « citoyens » subitement nouveaux riches !

La déclaration de patrimoine devrait par conséquent être de rigueur au

Sénégal pour n'épargner personne, dans l'administration comme dans les initiatives privées ; elle nous permettrait ainsi de mieux mettre la lumière sur l'opacité longtemps entretenue autour de ces signes extérieurs de richesse sans sources de production légalement enregistrées au département du Trésor.

Une chose donc, pour sécuriser le pays contre toutes menaces de déstabilisation ourdies de l'extérieur en connivence avec des relais endogènes est de renforcer la vigilance portuaire et frontalière. Autre chose, tout aussi importante, est la vigilance dans les rapports de financement d'activités socio-humanitaires et culturelles par des relais œuvrant à l'implantation de cellules de recrutement et de massification instrumentalisables contre la sécurité nationale.

Si tant est qu'ils sont animés d'une fibre patriotique qu'ils clament sur tous les toits, la vigilance s'impose aux acteurs politiques sénégalais. Car les menaces d'érosion des acquis démocratiques et laïcs auxquelles ils semblent contribuer sans prendre garde peuvent nous valoir un jour une usurpation du pouvoir par tous ces « marabouts » politiciens, rivalisant de subterfuges pour espérer amarrer le Sénégal aux chapelles de leurs sponsors étrangers.



## Ce que l'indiscipline notoire dans la circulation routière nous enseigne, avec les cars rapides comme l'incarnation type

Les cars-rapides ont une longue espérance de vie surtout assurée par une « maintenance » de bricole prodiguée dans des « cliniques » de greffe d'organes mécaniques et électriques, la plupart informellement recyclés des dépôts de ferraille.

L'ingéniosité de ces cliniciens a été observable à travers les cars-rapides à double cabine, par un couplage de deux carcasses soudées dont la tenue de route dépend plus de la bénédiction reçue d'un marabout que d'une parfaite harmonisation, préalablement testée en laboratoire, de lois physico-mécaniques commandant

ces véhicules depuis la phase de conception et de montage à l'usine. Pas étonnant donc qu'à ces « charrettes » urbaines et inter-urbaines auxquelles on n'a fait que transférer l'âme du cheval ou de l'âne du village, considérant les sourcils généralement dessinés autour des phares et la queue attachée sur le pont arrière, on semble leur avoir délégué toutes les mesures de prudence attendues de leurs conducteurs !

L'ampleur de l'indiscipline caractérisée, en nous fondant sur l'étude de cas des cars-rapides dévastateurs, est plus que révélatrice sur le laisser-aller et laisser-faire ambiants menaçant à la longue tous les secteurs d'activités porteurs de développement rationnel.t

# ALIOUNE FALL, SECRÉTAIRE NATIONAL CHARGÉ DES JEUNES DE L'UFD SUR LA LOI SUR LE TERRORISME

## «Il y a trop de bruits pour rien»

Après une absence sur la scène politique, le parti l'Union pour le Fédéralisme et la Démocratie (UFD) refait surface avec de nouvelles ambitions. Alioune Fall, responsable de la cellule communication du parti et Secrétaire national chargé des jeunes, s'explique et aborde plusieurs sujets dont la loi sur le terrorisme.

Dirigé par  
Chérifa Sadany  
Ibou Daba SOW

**M. Fall, vous êtes aussi le Secrétaire national chargé des Jeunes de l'Union pour le Fédéralisme et la Démocratie. Pouvez-vous nous parler de UFD, son historique ?**

Alioune Fall :

L'UFD a été créée en 2005 par le Docteur Mohamed Tété Diédhiou qui fut le premier maire de la Commune d'arrondissement des Parcelles Assainies lors de l'Acte 2 de la décentralisation en 1996. Il fut aussi un transfuge du Parti socialiste et c'est à la suite de divergences avec les dirigeants de la formation politique qu'il décide de démissionner.

En bon renard politique, le président Abdoulaye Wade l'accueille dans sa formation, le Parti démocratique sénégalais (PDS) et l'investit comme tête de liste. La divergence avec Wade viendra durant les élections législatives de 1998 où il fut investi à la 20e position alors que son adjoint se retrouve à la 5e position sans discussion préalable.

Son départ du Parti socialiste étant dû à une absence de démocratie interne, il ne pouvait pas accepter cela de Abdoulaye Wade et c'est ce qui vaut sa démission du PDS.

Cependant, il garde son fauteuil de maire vu qu'il a avec lui le maximum de conseillers municipaux. Son départ à la tête de la mairie est dû en 2001 à l'amendement Moussa Sy qui permit à l'État de placer des délégations spéciales à la tête des mairies.

Après son départ, il continua ses activités humanitaires et finit par mettre sur pied son parti politique, l'Union pour le Fédéralisme et la Démocratie.

Alors, aux élections de 2007, Tété Diédhiou part avec la coalition dirigée par Robert Sagna, And Taxawu Liguéyeul Sénégal, et durant la même année il fut élu député sur la liste de cette même coalition. Membre-fondateur de la coalition «Macky 2012», il accompagne le président Macky Sall lors des élections de la Présidence de 2012. Durant la même année, il a été élu député sur la liste de Benno Bokk Yakaar. Maintenant, c'est lors des élections législatives de 2017 que notre formation politique, pour jauger son poids électoral, est partie seule et sans coalition, en se retrouvant à la 15e place sur 47 listes, surtout étant le seul parti à aller seul aux élections avec le Pur.

**En tant que responsable de la cellule communication de UFD, expliquez pourquoi ça ne communique pas au sein du parti. Pourquoi il reste encore inconnu aux yeux des Sénégalais ?**

Alioune Fall :

On peut dire que l'actuelle génération ne connaît pas trop notre leader

et notre formation politique, mais au niveau des anciens, il reste bien connu, surtout qu'étant un ancien du Parti socialiste et du PDS. Maintenant, c'est vrai que nous ne communiquons pas trop, mais à chaque activité du parti (secrétariat politique national, bureau politique, activité de financement), le président du parti communique sur des questions d'intérêt national.

Mais depuis que la cellule de communication du parti est entre nos mains, nous nous efforçons de travailler, allant dans le sens de rendre visibles notre image et nos activités. Et comme je l'ai dit, nous sommes en train de rectifier le tir en mettant en place des stratégies de communication surtout axés sur les réseaux sociaux et autres supports de communication. Ce qu'il faut cependant retenir, c'est qu'à chaque fois qu'il s'agit de communiquer, notre leader le fait mais c'est juste lors des événements que le parti organise.

**Avez-vous des candidats pour les élections locales ?**

Alioune Fall :

Après la réunion du bureau politique de la semaine dernière, on a décidé de laisser chaque responsable dans son département de partir avec la coalition de son choix, surtout qu'ils maîtrisent mieux la situation de leur circonscription.

Car nous sommes un parti qui est présent dans tous les départements du Sénégal.

Aux Parcelles, nous sommes dans la coalition présidentielle et nous travaillons avec Moussa Sy depuis les locales de 2014 ; donc, évidemment, il sera notre candidat aux Parcelles.

**Que dites-vous sur la loi portant code électoral qui doit être promulguée d'ici le 23 juillet. Avez-vous un point de vue là-dessus ?**

Alioune Fall :

Depuis que le Sénégal organise des élections, il y a des rencontres qui se tiennent régulièrement après chaque élection pour les évaluer et préparer les autres à venir. Ce cas-ci fut spécial dans la mesure où ça s'inscrit dans le cadre du dialogue initié par le président de la République. Et cette loi est le fruit d'un consensus obtenu par les acteurs réunis dans le dialogue. Donc je n'y vois pas trop d'objections, surtout que les modifications qui y sont apportées ont longtemps été réclamées par les acteurs (surtout l'opposition), surtout concernant le mode d'élection du maire qui se fait désormais par suffrage universel direct. En plus, cette loi permet de corriger des incohérences dans le domaine du découpage administratif du Sénégal et de Dakar en particulier.

**Que pensez-vous de la modification de la loi portant sur le terrorisme ?**

Alioune Fall :

Je pense qu'il y a eu trop de bruits pour rien sur cette loi, surtout que les modifications qui y sont apportées quant à la requalification des peines, surtout dans le titre 2 et à l'alinéa 1 où les travaux forcés passent en réclusion criminelle, n'enlèvent rien à la loi qui déjà existait depuis 2007 et ayant subi des modifications en 2016. Donc ceux qui pensent que c'est une privation des libertés fondamentales n'ont rien compris ou ne veulent pas dire la vérité aux Sénégalais. Et en plus, si on n'a rien à cacher, on ne doit pas avoir peur d'une loi qui ne l'est même pas destinée.

**En tant que représentant des jeunes, comment trouvez-vous le plan mis en place pour l'emploi des jeunes par le président Macky Sall ?**

Alioune Fall :

Ce qu'il y a lieu de comprendre d'abord, c'est que l'État n'a pas pour vocation de donner des emplois mais de créer des conditions d'employabilité des jeunes.

C'est au secteur privé d'être le principal pourvoyeur d'emplois du Sénégal et nous devons donner des moyens à ce secteur privé afin de lui permettre de travailler dans ce sens. Il nous faudrait aussi avoir un secteur privé fort. Et pour l'avoir, il faudrait que l'État puisse les accompagner dans cette mission en leur octroyant des marchés au niveau national et aussi en leur permettant d'aller dans le marché sous-régional avec des lettres de garantie pouvant leur permettre de concourir sur les grands marchés. Ainsi, le secteur privé à son tour doit pouvoir résorber ce gap en terme d'emploi.

Autre chose, l'État a mis en place des mécanismes de financement pour les jeunes comme la DER, le FONGIP et autres structures mais surtout la DER qui est beaucoup plus destinée aux jeunes et aux femmes. Ce qu'on peut constater c'est que l'enveloppe dont dispose la DER ne permet pas de couvrir toutes les demandes ; donc il faut pour l'État augmenter cela et permettre à la DER de réussir la mission qui lui est assignée.

Mais nous avons un atout au Sénégal, c'est que nous avons des terres, de l'eau et il suffit juste de fixer les jeunes dans leurs terroirs en leur permettant d'avoir accès au foncier, les former, les financer et les encadrer dans la commercialisation de leur production. Aussi identifier et orienter les profils d'emploi de ceux qui sont dans les milieux urbains.

Par rapport au plan mis en place par le président, c'est un très bon plan à vrai dire sur le papier. Mais il faudrait travailler dans sa mise en œuvre et je pense que cette fois-ci le président a compris cela en demandant la territorialisation de cette politique d'emploi et c'est une très bonne chose à mon avis.



## “Kou sa ndey liguéy, do réré pognsé”

L'humeur de Séga Fall MBODJI de Paris

### Ils ont tous un problème de Com

À force de vouloir rabaisser le prési, ils finissent par toucher la sensibilité du peuple.

Pourtant, c'est une excellente formule, à Thiès même, pour Gloria que la presse s'est amusé à compléter. C'est ce qui a fait la notoriété des caricaturistes au 19<sup>e</sup> siècle français : la dérision. Et elle marche d'autant qu'elle se retient et se répète même inconsciemment

Pour Gloria et mbourou oui je suis d'accord ; mais y'en a qui vont l'interpréter hors du contexte politique : tenir ce discours dans un pays pauvre, ça peut faire mal :

il n'y a ni causalité ni corrélation entre 'liguény ndey' et «pognsé».

Dans le cadre du Tibe tanku Macky, non. S'il est assimilé à un mépris de la pauvreté, oui ; mais ce serait hors contexte : quand Bougane parle ainsi, on sait à qui il s'adresse.

Tant mieux alors si tout le monde reste dans le contexte. Et le prend pour du garouwalé 🤔

Echanges avec

Séga Fall MBODJI  
De Paris



KARIM WADE, KHALIFA SALL, OUSMANE SONKO

# Corde raide sur le cas par cas Ne mangez pas la consigne !

**Macky Sall doit les consommer avec modération en pensant à la stabilité intérieure et extérieure du Sénégal ; déjà qu'on parle de loi sur le terrorisme**

Comme Léopold Sédar Senghor, Abdou Diouf, Abdoulaye Wade qui ont su et intégré leurs opposants, Macky Sall est appelé aujourd'hui à faire jouer la modération, la pondération, si c'est nécessaire, pour éviter au Sénégal de s'embraser. Les circonstances atténuantes dont bénéficiera sans doute Ousmane Sonko devraient inciter Khalifa Sall et Karim Wade à négocier au grand jour et non laisser leur sort entre les mains du président de la République.

Quand le pays se déstabilise, c'est le Sénégal de tous qui perd son pétrole, son gaz, ses multiples richesses pour rejoindre les pays maudits par leurs ressources. Il n'y a pas la malédiction du pétrole mais seulement des enjeux mal maîtrisés par des politiciens avides de pouvoir.

De notre correspondant à Matam

Le président-poète Léopold Sédar Senghor, de sa posture de chef de l'État du Sénégal, était confronté à gérer de très fortes personnalités politiques qui ne nourrissaient de lui aucun complexe : Mamadou Dia, Cheikh Anta Diop, pour être précis ; Abdou Diouf, lui, avait Abdoulaye Wade, Amath Dansoko, Landing Savané, Mamadou Ndoye, des têtes très difficiles à contrer ; Maître Abdoulaye Wade besognait à canaliser Idrissa Seck, Ousmane Tanor Dieng, Moustapha Niass, Macky Sall himself.

Tous ces trois composaient avec leur opposition, même si ces relations étaient très heurtées et débouchaient parfois à des duels épiques. Toujours est-il que, par esprit de grandeur et de gentlemen's agreement, ils arrivaient à contenir les rancœurs et esprits partisans des uns et des autres, quand la République pouvait basculer de son piédestal. Une intelligence consensuelle, autour de l'essentiel pour sauver le pays de toute dérive.

Entre l'actuel président et son opposition, les relations sont tout autres.

Depuis sa déclaration publique d'anéantir celle-ci, l'élimination de Karim Wade, de Khalifa Sall est perçue comme étant de ses œuvres, le dossier Adjji Sarr-Ousmane Sonko aussi. L'opposition et une partie de l'opinion lui prêtent d'avoir usé de ses positions de pouvoir pour éliminer des adversaires politiques, faire le vide autour de lui, de sorte à ne pas avoir de concurrent gênant. Ceci n'agrandit pas la démocratie sénégalaise, ni son président de la République. Cette opposition, pourtant, mérite considération et respect puisqu'elle est la voix de 41,80 % des électeurs sénégalais qui lui ont accordé leur confiance : réduire à néant ces voix populaires, c'est s'ériger contre la démocratie participative, l'expression plurielle.

Karim Wade et Khalifa Sall ne retrouveront pas de sitôt leurs droits civiques, à six mois des élections communales et départementales. Il est une prérogative exclusive du chef de l'État de pouvoir amnistier les deux condamnés. Le fera-t-il si les deux se font distinguer par leur mollesse dans leur combat, leur jeu trouble dans les intrigues et murmures des couloirs du palais ? Ils n'ont rien fait de concret, de tangible, ces deux principaux opposants et leur parti et mouvement, pour agiter l'opinion, médiatiser leur isolement du champ politique. Au contraire, ils ont opté s'emmurer dans leur silence, avec le choix libre de discuter, seuls, avec le palais, sans engager l'opposition.



Le Parti démocratique sénégalais (PDS) ne fait montre d'aucun signe de malaise quant à la gouvernance mackyste et s'il s'arc-boute dans la posture d'exiger la révision du procès de Karim Wade, sûr que celui-ci va rater tous les trains des opportunités politiques, d'ici 2024.

Sans aucune pression, nullement ébranlé, le président a toute la latitude de se concentrer sur ce qui est aujourd'hui capital pour lui : rendre acceptable aux jeunes et à l'opinion sa 3ème candidature. A quoi bon donc s'encombrer du sort d'un Karim Wade ou de celui de Khalifa Sall, si ceux-ci ne font aucun effort pour leur propre personne, laissant ce qui leur reste encore de militants essayer sans conviction de faire le boulot à leur place ?

Khalifa Ababacar Sall a toujours gardé le silence depuis sa grâce présidentielle obtenue dans des conditions encore assez floues. Sa conférence de presse, à sa sortie de prison, a laissé dubitatifs ses militants, suite à sa brève déclaration : les Sénégalais attendaient de lui un discours énergique sonnant la mobilisation et la radicalisation de And Doolel Khalifa dans le camp de l'opposition. Taxawu Sénégal a perdu de sa verve, laissant tout le boulevard de la mobilisation et de la communication au Pastef, au M2D et au soldat Barthememy Diaz ; ainsi, le Pastef, le M2D, le bataillon inconnu des jeunes de la rue continuent de tenir le haut du pavé.

Et, fort de ses 15 % à l'élection présidentielle de 2019, Ousmane Sonko, arrivé 3ème derrière Idrissa Seck, est devenu, de fait, chef de l'opposition, suite à la reddition de celui-ci. Le statut de chef de l'opposition agité en épouvantail, un temps par le chef de l'État, fut plié et rangé aux oubliettes. Macky Sall ne commettra certainement pas l'imprudence de confier ce poste très stratégique à son adversaire le plus radical, le plus pugnace. Au contraire.

#### Circonstances atténuantes pour Sonko

Aussi, le dossier Adjji Sarr-Ousmane Sonko entre les mains de la justice pour viols répétitifs aggravés par des menaces de deux armes à feu est en train de se perdre dans des requalifications juridiques des faits qui permettront certainement au leader de Pastef, si le Droit est dit, de bénéficier de circonstances atténuantes et de conserver ainsi ses droits civiques. Il serait toutefois très tôt de crier à la victoire, tant que l'épée de Da-

moclès continue de planer sur sa tête. Les subtilités du Droit pouvant toujours réserver d'énormes surprises à l'inculpé.

Les soulèvements insurrectionnels du début du mois de mars ainsi que la mort d'une douzaine de jeunes, les risques de regain de la violence font que le pouvoir surveille Ousmane Sonko et ses résistants comme du lait sur le feu.

Rien ne sera de trop pour le régime pour freiner l'inclination des jeunes à manifester, à dénoncer par des batailles médiatiques organisées où ils sont plus prépondérants que la Task-Force républicaine, forte de ses 30 commandos, qui peine encore à trouver ses repères, depuis sa mise sur pied.

Comme ses prédécesseurs, chefs d'État sénégalais, le président de la République doit pouvoir lire le message que lui envoie le peuple sénégalais et faire le choix personnel au moment opportun. Comme le dit l'adage, les conseillers ne sont pas les payeurs. Le Sénégal est-il en train d'entrer dans une zone de turbulence, la menace terroriste agitée, les réseaux djihadistes annoncés dans nos murs, la guerre contre les LGBT déclarée sous forme de vendetta, de chasse à courre aux homos, ignorant tout de la puissance de feu de ce lobby international, de ses ramifications et implications. Un secteur étudiant en pleine ébullition avec 45 grévistes renvoyés, des militaires invalides dans la rue, protestant contre leur hiérarchie, des hausses considérables des denrées de première nécessité, le récurrent phénomène des inondations, à l'heure où l'opposition et le pouvoir sont à couteaux tirés sur les échéances électorales dont leur programmation, leur déroulement sont sujets à toutes les controverses, la probabilité du 3ème mandat réintroduit dans le débat national ; tous les ingrédients nécessaires à un cocktail explosif sont déjà présents. Comme on dit, une étincelle peut embraser toute la plaine.

La classe politique a besoin de plus de sagesse, de discernement, de se ressaisir pour faire la part des choses.

Comme Léopold Sédar Senghor, Abdou Diouf, Abdoulaye Wade, jouer la modération, la pondération, si c'est nécessaire, pour éviter le Sénégal de s'embraser.

Les sirènes du démon cultivent la haine et la suspicion entre les citoyens. Quand le pays se déstabilise, c'est le Sénégal de tous qui perd son pétrole, son gaz, ses multiples richesses pour rejoindre les pays maudits par leurs ressources.

Habib KA,  
Thilogne

# Macky Sall, un éléphant balourd dans un magasin de porcelaine

**Macky Sall a placé son pouvoir sous le signe de l'épreuve de force avec toute forme de contestation ; aujourd'hui, il est servi parce que pris à son propre jeu par ceux qui veulent se faire passer pour victimes, qui enfreignent la loi en sachant que le pouvoir a peur des conséquences de leur arrestation**

La majorité présidentielle testée depuis 1991 avec Abdou Diouf (Gouvernement de majorité présidentielle élargie) unifiée sous Macky Sall n'a pas jusqu'ici sauvé le président en exercice : le parti de la demande sociale a eu raison de toutes les formations réunies sous le parapluie de la coalition : mars en a été une démonstration dramatique.

Pourtant, les deux prédécesseurs de Macky Sall au pouvoir ont «développé une stratégie similaire de réduction du champ de la contestation, soit en canalisant les mouvements par la cooptation, soit en suscitant une série d'initiatives appelées à noyauter les acteurs les plus hostiles», comme le relève Alioune Badara Diop (2000) avant d'être emportés. «Deux raisons expliquent cela : d'une part, l'inféodation des principaux leaders syndicaux au régime, et d'autre part, une culture du dialogue social proprement sénégalaise, parrainée par les figures emblématiques de l'Islam et par l'Église catholique, dont la neutralité politique exemplaire joue le rôle de régulateur social en période de crise», précise la même source. Macky Sall a bénéficié de l'intervention du religieux, surtout à partir de 2017 avec l'inauguration de la Massalikul Jinaan mais s'est présenté à date comme un éléphant balourd dans un magasin de porcelaines.

Macky Sall a en épousé la démarche inverse de la position de Abdou Diouf et de Me Abdoulaye Wade en se soumettant dès l'abord à l'épreuve de force avec l'adversité : briser la résistance normée en démocratie répartie entre un pouvoir et son opposition. En oubliant que le partage du pouvoir n'est plus facteur de stabilité sociale comme sous ses prédécesseurs : une opposition crédible stabilise aussi le pouvoir face aux populations, au sens culturel, comme aime à préciser Moustapha Niassé.

Cette problématique anarcho-communiste a marqué un moment l'histoire du Sénégal, chez un penseur pourtant loin

des amours communistes mais socialiste d'un centralisme démocratique.

Pendant près d'un demi-siècle en effet, de 1920 à Senghor, la pluralité de mouvements et d'opinions qui a caractérisé les balbutiements de la démocratie sénégalaise (Wesley Johnson-1971) se ramèneront à une unité diversifiée avec le parti unique ou unifié de Senghor. Si elle a permis l'émergence et la prise en compte de phénomènes de solidarité nouvelle avec les dominés, elles ne sont jamais allées au-delà d'un raisonnable colonial avant l'indépendance. Transposées dans la réalité post-Indépendance, les différentes alliances-résorptions-fusions n'ont jamais bouleversé fondamentalement l'architecture relationnelle à l'interne et à l'externe.

Tine (1997) passe ainsi du multiple à l'un et vice-versa dans son «Essai sur le multipartisme au Sénégal (1974-1996), et s'interroge sur ce qui semble être un jeu de dupes entre politiques et populations civiles. Au surplus, les restrictions imposées dès 1960 au nom d'une unité à retrouver renseignaient déjà sur la volonté de puissance des régnants et des heurts inévitables qu'il fallait préparer avec les populations. Elles profiteront des moindres ouvertures pour dénoncer un pouvoirisme contre lequel elles se promettent de lutter. Le pluralisme allait leur donner cette opportunité...qui ne semble pas réfléchie dans sa conclusion.

## Doute systémique ou systématique

Depuis le début des années 80 en effet, un doute semble s'être saisi de l'électeur qui ne fait plus totalement confiance à ses élus. Le même phénomène avait été observé sous Abdou Diouf entre 1988 et 1993 avec un effritement considérable de son pourcentage acquis (73,20 contre 58 pour cent) ; l'union autour de Me Wade explique peut-être l'érosion de ce score, puisqu'une pluie de candidatures a vu le jour

en 1993. Toujours est-il que le Vent d'Est, la Chute du Mur de Berlin, les foires d'empoignades démocratiques nouvelles (tables rondes nationales) accéléreront le sentiment de liberté de l'électeur revenu de ses hantises antérieures mais pas pour autant rassuré quant à son nouveau devenir démocratique. Pas rasséréiné, donc dubitatif dans ses choix, mais désireux d'en découdre avec ceux qui prétendent chercher son bonheur après l'avoir maintenu pendant longtemps dans la caverne platonicienne. Ce doute est renforcé par une nouvelle redéfinition internationale de la démocratie depuis les attentats du 11 septembre 2002 aux États-Unis ; cette nouvelle vision n'est pas loin de celle issue de la Baule de François Mitterrand, du Vent d'Est avec un Gorbatchev transformé en dieu Éole et de ses conséquences de la chute du Mur de Berlin.

## Abdou Diouf : de la participation responsable au GMPE

En 1991, le président Abdou Diouf décide de déconcentrer son pouvoir en ramenant le poste de Premier ministre supprimé en 1984 et en associant quelques minorités à l'exercice du pouvoir. Sa victoire de 1988 ne lui avait en effet pas permis de gouverner dans la tranquillité avec ce qui est apparu aux yeux de nombre d'observateurs comme un processus de dictature civile lorsqu'il emprisonne ses principaux challengers (Me Wade et Dansokho) avant de se proclamer élu. Jusque-là, le Sénégal connaissait le principe de la participation responsable incluant principalement le syndicat majoritaire, et des mouvements affiliés au Parti socialiste (mouvement des jeunes et des femmes) et quelques velléités de formations politiques en soutien d'autres, notamment le Parti démocratique du Sénégal de Me Wade qui avait su, à force d'efforts et de patience, rallier quelques partis à son panache, dans un processus de concertations et de mutualisation des



© Wesley (April 28, 1932 – November 16, 2018) and Marian Johnson on May 22, 2012, during a visit to the IUPUI campus and NCPH archives

efforts entamé dès la reconnaissance de son parti en 1974.

Cette mutualisation des efforts par un pouvoir éclaté comme facteur de stabilité politique et sociale est testée avec principalement le Pds et le Pit sous la direction d'un Premier ministre socialiste, des ministres du PDS d'Abdoulaye Wade, du PIT d'Amath Dansokho aux côtés de ministres socialistes. Le Ps s'en réjouit : «Cette forme de gouvernance, qui associe l'opposition significative à la gestion des affaires publiques, le Président Abdou Diouf en fait une règle malgré la majorité confortable dont sa formation politique dispose au niveau de l'Assemblée nationale» (site du Parti socialiste du Sénégal). L'expérience sera reconduite après la présidentielle de 1993, renforcée par la mise sur pied d'un Gouvernement de majorité présidentielle élargie avec l'arrivée du Parti de l'Indépendance et du Travail d'Amath Dansokho, du PDS/Rénovation du Pr Serigne Diop, du PDS et de la Ligue démocratique/MPT de Abdoulaye Bathily. Ainsi, après deux élections (88 et 93), Abdou Diouf plébiscité n'a pas reçu une légitimité populaire qui lui permette de gouverner sans entropie sociale : le peuple qui l'a élu n'hésitera pas à prêter une oreille attentive à ceux qui contesteront et à leur apporter son concours pour secouer le Sénégal de 1983 à 1993. Le passé est encore présent.

Wade en profitera durant la conquête du pouvoir et le début

de l'exerce avant de se débarrasser petit à petit de ses alliés (Niass, Dansokho, la Ld). Macky Sall adopte la même attitude envers Abdoul Mbaye, Mimi, avant de supprimer la Primature, comme Diouf en 84. D'avoir lancé comme slogan l'usage de la force envers l'adversité et réduit la capacité oppositionnelle de ses alliés ont aliéné toute forme de résistance politique favorable au pouvoir dans ses relations avec la société : le président s'est retrouvé seul avec les populations, sa formation et les alliés étant incapables de canaliser la tension sociale parce que manquant de crédit aux yeux des populations.

Macky Sall s'en mord les doigts aujourd'hui qu'il lui faut un Pm et pacifier l'espace public sénégalais...pour préparer sa sortie sans heurt.

P. MBODJE

## Références bibliographiques

Alioune Badara Diop : Sénégal : Les mouvements sociaux sous l'alternance, Alternative Sud, vol 17, 2010, PP 139 et sq

Wesley Johnson Jr : The Emergence of Black Politics in Senegal : The Struggle for Power in the Four Communes, 1900-1920 (Stanford University Press, 1971)

Pathé Mbodje : Macky Sall 2012-2017- Le Rendez-Vous Masqué : Plus dynastique que dynamique, Macky Sall a privilégié le pouvoir au devoir (inédit).

## DEMBO SAKHO, MEMBRE FONDATEUR DE L'ALLIANCE POUR LA REPUBLIQUE

## « La politique, c'est comme un véhicule en panne... »

Découragé par la pratique politique dans nos tropiques, Dembo Sakho, membre fondateur de l'Alliance pour la République, préfère aujourd'hui se donner entièrement à ses propres affaires. Selon lui, la politique est à l'image d'un véhicule en panne. Pour autant, ce conseiller municipal à la Sicap garde un œil sur la politique. A l'en croire, le nouveau code électoral permettra de respecter le choix des citoyens avec le suffrage universel direct. M. Dembo Sakho, qui ne tarit d'éloges pour Ousmane Sonko, même s'il lui conseille de ménager sa fougue de jeunesse, n'en pense pas moins qu'au terme de son examen, Karim Wade et Khalifa Sall retrouveront leurs droits civiques.

Entretien dirigé par  
Sergio RAMOS

**M. Dembo Sakho, en tant que membre fondateur de l'Apr, on ne vous entend plus alors que vous militiez dans les Sicap. Avez-vous abandonné la politique ?**

Bonjour, j'ai commencé à faire de la politique en 2008 quand le président Macky Sall fut président de l'Assemblée nationale ; pour des raisons politiques, il a été comploté et sorti de la tête de cette institution parlementaire. C'est cette injustice qu'il a subie qui nous avait motivé à l'époque, avec des amis de la Sicap, à nous rapprocher de lui pour le soutenir dans le combat de la restauration de la démocratie. Ce qui a valu la naissance de l'Apr le premier décembre 2008.

En 2009, nous avons dirigé avec un ami Nazir Bankolé la liste électorale de Dekkal Ngor à la Sicap pour être élu conseiller municipal. Donc je fais partie des premiers élus locaux que l'Apr a connus. On s'est battu corps et âme pour élire le président Macky Sall en 2012. Malheureusement, la politique au Sénégal, comme on l'a connu, « c'est un véhicule en panne. On le pousse pour le dépanner, mais une fois qu'il démarre, il ne s'arrête pas pour te prendre. Il va prendre ceux qui sont sur son chemin ». C'est ce que j'avais constaté au bout de six mois de l'exercice du pouvoir du président Macky Sall, quand il a limogé Alioune Badara Cissé, coordonnateur général de l'Apr d'alors de la tête du ministère des Affaires étrangères. Alors là, j'ai porté le combat pour

rappeler au président que les causes et les principes démocratiques pour lesquels nous avons fondé l'Apr sont totalement en train d'être bafoués. C'est ce qui m'a valu mon éloignement de mes camarades de l'Apr.

Entre-temps, j'ai essayé de toujours participer dans la vie politique de mon pays en m'alliant avec d'autres dynamiques pendant les élections législatives de 2017 avec l'ACT où j'ai eu des déceptions encore, et en 2019 avec Madické2019 où j'étais dans le directoire de campagne. Voilà en résumé mon parcours de militantisme politique.

**Maintenant où militiez-vous et pourquoi ?**

Là je n'en peux plus. J'ai arrêté la politique du militantisme de parti pour m'investir dans le mouvement sportif. Ensuite j'ai déménagé de la Sicap pour m'installer aux Hlm Grand-Yoff avec ma petite famille. Donc c'est là-bas que je me suis inscrit sur les listes électorales. Au moment où je parle, je ne sais pas encore quelle liste électorale je vais soutenir aux élections locales prochaines, mais j'ai des projets à caractère sportif à faire profiter dans ma commune.

On va vers le vote du code électoral avec beaucoup de points de désaccord entre pouvoir et opposition dont les affaires Karim Wade et Khalifa Sall. Qu'en pensez-vous ?

Je pense que le point le plus important de cette nouvelle loi électorale est la disposition qui permet à celui qui occupe la tête de liste majoritaire

d'être maire une fois que sa liste remporte l'élection. Car, avec l'ancienne loi électorale relative aux élections locales, beaucoup de suffrages des Sénégalais ont été détournés parce que la tête de liste pour qui ces Sénégalais ont voté n'a pas finalement été maire de cette commune. Quant aux cas Karim Wade et Khalifa Sall, je pense qu'une fois que cette nouvelle loi électorale est votée, ils vont être rétablis dans leurs droits civils et civiques.

**Les élections locales arrivent dans moins d'un an. A votre avis, comment les uns et les autres devraient se comporter pour réussir à préserver la paix sociale du pays ?**

Le facteur le plus fondamental pour préserver la paix sociale du pays avant, pendant et après les élections locales prochaines est de respecter les règles démocratiques. En premier lieu restaurer tous les chefs de partis dans leurs droits civils, civiques et politiques. Car je ne souhaite pas que ce qui s'est passé brutalement au mois de mars dernier dans le pays soit renouvelé.

**Dakar reste une ville particulièrement très disputée. Comment la majorité présidentielle devrait s'y prendre pour ne pas être surprise par une opposition disposée à lui barrer la route ?**

Lol. Moi je ne suis ni du camp présidentiel, ni du camp de l'opposition. Ce n'est pas à moi de leur définir leur stratégie de conquête de la ville de Dakar. Mais tel que je lis le déroulement de la scène politique à Dakar,



les responsables politiques les plus aptes à diriger la ville à mon avis dans le camp présidentiel c'est Abdoulaye Diouf Sarr maire de Yoff, pour avoir été le seul responsable de l'Apr à avoir gagné sa commune en 2014 parmi les 19 communes de Dakar. Ensuite Alioune Ndoye maire de Dakar-Platteau, mais lui a rejoint la mouvance présidentielle après avoir été élu sous la bannière de « Taxawu Dakar ». Il y a un jeune plein d'énergie et qui ose prendre des initiatives innovantes qui peuvent changer et améliorer le cadre de vie de la ville de Dakar. Il s'agit d'Abdou Karim Fofana, ministre chargé du suivi du PSE.

Il faut tenir compte d'une chose, beaucoup de communes sont paralysées par le pouvoir central du fait que leurs maires sont dans l'opposition. La politique de développement des localités étant liée à la politique du Président de la République, il faut que les élus locaux apprennent à collaborer avec le pouvoir central pour profiter des politiques publiques de décentralisation. Mais se radicaliser à tout bout de champ n'amène à rien

nos maires et présidents de conseil départemental.

**Que pensez-vous du phénomène Ousmane Sonko dans le champ politique et de sa fulgurance politique ?**

Je pense que le Sénégal a besoin de lui et il faudra le protéger. Il porte en lui un combat nationaliste d'éveil de conscience que tout sénégalais devrait approuver. C'est un homme engagé et déterminé non seulement pour l'effectivité de l'indépendance du Sénégal, mais pour la restauration des valeurs de la République aussi. Mais je pense qu'il a intérêt à gérer un peu sa fougue de jeunesse, en respectant aussi nos institutions et en premier lieu le Président de tous les sénégalais.

Je ne suis pas de ceux qui pensent que le Président Macky Sall a l'intention de faire un troisième mandat qui risquerait de brûler le pays et de le rendre ingouvernable en 2024. Car pour moi, le référendum de 2016 a déjà tranché sur la limite des mandats présidentiels à deux et on ne va pas en revenir dessus.

## LETTRES AU DEVOIR

Bonjour Grand-frère

Les « clés » sont faites et de toute éternité pour ouvrir des portes...Il m'est difficile d'imaginer que vous puissiez ne plus détenir de clés...Celles qui précisément sont destinées à vous ouvrir les portes de la rédaction du journal Le Devoir.

J'ai beaucoup de mal à comprendre la situation telle qu'elle est décrite, en des mots choisis par toi, mais je sais qu'il faut être réaliste ; ne restez pas trop loin les uns des autres car d'autres clés qui ouvriront de nouvelles portes vous attendent bientôt...

Le travail « abattu » a été beau et considérable.

Oui vous êtes des journalistes et vous le resterez...

Que Dieu vous garde

Que Dieu te garde

A dimanche.

- En fait, frerot, le message est destiné à la Rédaction : nous avons le choix entre confinement (travail à domicile) ou Rédaction.

Nous avons opté pour la rencontre. Nous revenons juste à l'option de départ de tirer le plus de profit du net par une présence médiante.

-Oui je sais que le message est destiné à la rédaction. Je tenais à marquer mes encouragements à tous

-Moi je tenais à ce que nul n'en ignore, surtout ceux du mailing qui reçoivent et apprécient Le Devoir. Mon penchant pour le partage. Ton soutien et tes encouragements font et sont Le Devoir.

Par ailleurs, pour l'édition du jeudi 8 juillet, les Astrophysiciens nous enseignent que les « droites parallèles » deviennent des « courbes » aux confins de l'Univers car l'Univers est courbe (une thèse parmi d'autres thèses...)

Émouvante histoire des esclaves abandonnés sur l'île. Les stratégies de survie mises en œuvre devraient être étudiées de très près. Une équipe pluridisciplinaire devrait prendre en charge ces questions et pas seulement les historiens et les anthropologues... Les linguistes sont concernés car leur langue de communication doit être étudiée.

L'acte d'abandon posé est un crime...

Une histoire à écrire au plus près

La position géographique de cette île doit être analysée car elle a aidé les survivants et quels survivants !

Un exploit rare que toutes les consciences doivent saluer...

Vovo Bombyx



LE DEVOIR  
nouvelle formule

## PASSÉ-PRÉSENT

## I COMME ICARE



**Comme Icare, elle a rêvé de voler : comme Icare, elle s'est trop rapprochée du ciel et ses ailes se sont brisées. Sa passion de faire de la case de l'Oncle Tom un hangar a donné de la couleur. Elizabeth «Bessie» Coleman, la première femme pilote afro-américaine et amérindienne, a réussi à détenir une licence de pilote en 1921. Bessie a dû franchir beaucoup d'obstacles qui entravaient son objectif de devenir pilote d'avion dans une société où être noire et femme était un double problème...**

## Bessie Coleman, la première femme noire au monde à pouvoir piloter

Par Albert ALGOUD,  
Christine KERN  
France Inter

Dixième d'une fratrie de treize enfants, Bessie Coleman est née en 1892 à Atlanta. Susan, sa mère, est noire. Georges, son père, est métis : un grand-parent noir et trois grands-parents indiens. En 1901, ne supportant plus la ségrégation raciale imposée par les lois Jim Crow, Georges part pour l'Oklahoma où la pleine nationalité est accordée aux Amérindiens. Mais Susan ne le suit pas. Afin d'échapper au travail dans les champs de coton, Bessie tente de suivre des études supérieures à la Colored Agricultural and Normal University, mais faute d'argent elle doit renoncer et travaille comme blanchisseuse. Elle rejoint ensuite son frère Walter à Chicago et trouve un emploi de manucure.

Quand les Etats-Unis entrent en guerre aux côtés des alliés, Walter est incorporé dans l'US Army et participe aux combats. De retour, il raconte à Bessie les exploits des pilotes de chasse, dont ceux d'Eugène Bullard, extraordinaire personnage et premier pilote afro-américain. Bessie se passionne pour l'aviation, admire les héros de cette naissante épopée et rêve de devenir elle aussi pilote. Des rêves qui se heurtent à l'âpre réalité de la ségrégation. Rappelons qu'en 1919 à Chicago, les émeutes raciales

de "l'été rouge" causèrent 38 morts et 500 blessés. Dans ce contexte, aucune école de pilotage n'accepte de former des élèves noirs, encore moins une femme noire.

Heureusement, Robert Abott, un riche afro-américain habitué du salon de manucure, à qui elle fait part de sa déception en lui polissant les ongles, lui conseille d'aller apprendre à piloter en France où "les Noirs américains sont cordialement reçus et traités comme toute autre personne".

Il l'aidera financièrement. Et après sept mois d'entraînement, en Picardie, à l'école de pilotage de Caudron du Crotoy, le 15 juin 1921, Bessie obtient la licence de pilote de la Fédération aéronautique internationale, devant ainsi la première femme noire et la première afro-américaine pilote d'avion.

En septembre 1921, elle est de retour aux USA. Toute la presse salue sa réussite. Invitée d'honneur de Shuffle Along, une comédie musicale entièrement jouée par des acteurs noirs qui triomphe à Broadway, elle est ovationnée. Interviewée par un reporter du Chicago Defender, elle déclare :

(ATTENTION, KHALIL : Isoler la citation avec des gros guillemets, comme un encadré-MERCI)

« Il faut que nous ayons des aviateurs si nous voulons être en phase avec notre époque. Je ne pourrai

jamais être satisfaite tant que nous n'aurons pas des hommes de notre race qui sauront voler ».

Pour un pilote, le seul moyen de gagner de l'argent consiste alors à se produire au péril de sa vie dans un de ces cirques aériens qui attirent des foules considérables. Faute d'instructeur qui accepte de la former à la voltige, Bessie se rend à nouveau en Europe... Elle n'a qu'un but : ouvrir une école de pilotage pour les Noirs américains : "Ma grande ambition est de faire de la Case de l'oncle Tom un hangar en créant une école d'aviation".

Pour rassembler des fonds, elle donne des conférences, fait de la pub pour des pneumatiques et se produit dans des shows aériens. Dans ses efforts, elle est soutenue par des militants des droits civiques.

Mais le 27 avril 1926, à Jacksonville, âgée de 33 ans, elle meurt tragiquement dans le crash de l'avion Curtiss qu'elle avait enfin réussi à acheter !

A Chicago, plus de 10.000 personnes viendront se recueillir devant son cercueil. Le rêve de Bessie Coleman se réalisera un peu plus tard : en effet, en 1928, le lieutenant William J. Powell fonde la Bessie Coleman Flying School à Los Angeles.

En 1931, un groupe de pilotes afro-américains originaires de Chicago survolera le Lincoln Cemetery en



répandant des fleurs sur sa tombe. Depuis, d'autres pilotes perpétuent chaque année cet hommage aérien.

- De nombreuses rues et lieux publics portent désormais son nom à Waxahachie, Atlanta et Chicago.
- En 1992, le 2 mai est déclaré Bessie Coleman Day in Chicago par

le Maire de Chicago de l'époque, Richard M. Daley.

- En 1995, la poste américaine émet un timbre lui rendant hommage.

- En 2006, elle entre au National Aviation Hall of Fame.

Total respect pour Bessie Coleman !

## VACANCES



## L'école coranique et les colonies de vacances prennent le relai

**Les grandes vacances, l'énigme des parents**  
Ce sont les grandes vacances. Pas de leçons, pas d'exercices, pas de devoirs. L'école ferme ses portes pour deux mois. Maternelle, préscolaire, élémentaire, moyen et secondaire, tous extirpent le champ lexical de l'école dans leur vocabulaire. Petits ou grands, ils s'impatientent de s'adonner aux loisirs et autres. Ces moments sont réjouissants pour les enfants. Mais tout le contraire se constate chez les parents qui mènent une vie professionnelle en parallèle.

En période scolaire, les parents parviennent à trouver l'équilibre quotidien entre la famille et la vie professionnelle. Une fois les grandes vacances, les équations taraudent leur pensée : « Qui pourra garder les enfants pendant que papa et maman sont au boulot ? Quelle activité ludique pourrait occuper les enfants ? »

Autant de questions qui inquiètent les parents comme Marie Ndiaye. Mère de deux filles et d'un garçon, Marie n'est pas cette mère toujours présente. Elle est tout le temps entre les deux avions.

Pour le cas de ses enfants, la femme d'affaires prévoit des colonies de vacances pour les occuper. « Je suis entre les avions. Mon mari est à l'étranger. Il ne vient qu'en période de fête de Tabaski. Durant l'année scolaire, les enfants sont tous à l'école, les filles passent la journée à l'école, le petit garçon de 4 ans aussi passe la journée à la maternelle. Donc ils ne rentrent que vers 17h voire 18h. A pareille heure, la bonne a fini toutes les tâches ménagères et elle

aura le temps de bien s'occuper d'eux », affirme la femme d'affaires.

Elle a l'esprit tranquille pendant l'année scolaire car ses enfants sont entre de bonnes mains. Les institutions dans lesquelles étudient ses enfants tiennent à la vigilance et à la surveillance des enfants. Mais pendant les grandes vacances, Marie est moins rassurée car la bonne à elle seule ne peut pas assurer les travaux ménagers et les caprices des enfants. « Connaissant les enfants, surtout le plus petit, elle serait incapable de les surveiller toute la journée. C'est pourquoi, je préfère les amener en colonies de vacances pour éviter les accidents domestiques avec le cadet », se rassure Marie.

Khady Ndao est une mère étudiante dans une école de formation en santé. Mariée à un professeur affecté dans la sous-région, elle se débrouille difficilement à gérer son petit garçon et ses études. Ses cours sont de 09h à 15h. Pour pouvoir obtenir son diplôme d'État cette année, elle s'est organisée

à trouver une garderie pour son fils de 2 ans et demi qui va assurer la garde avant qu'elle ne termine à 17h. Elle soutient que « durant l'année scolaire, je n'avais aucune inquiétude pour mon enfant. Mais maintenant qu'il n'y a plus d'école, ça risque de perturber les études. La seule solution, c'est de me trouver une nounou, le temps que mon mari termine aussi ses examens pour m'aider ». Khady Ndao vit seule avec son bébé et ne revoit son mari qu'après les examens. L'année scolaire lui était d'une grande utilité.

Si certains parents se penchent vers les colonies de vacances et nounous pour occuper leurs enfants afin de mener leur activité professionnelle convenablement, d'autres ont recours aux écoles coraniques. Cette jeune maman de 34 ans sous le nom de Ramatoulaye Diallo a deux garçons. D'après elle, les vacances sont faites pour apprendre le Coran ; c'est pourquoi elle envoie ses enfants à l'école coranique chaque année.

En effet, Ramatoulaye est un peu dépassée par la turbulence de ses enfants : « J'ai des enfants trop agités. Ils ne peuvent pas rester à la maison ; ils risquent de semer la pagaille. Donc l'école coranique est mieux adaptée pour eux pendant les vacances ».

Ramatoulaye est commerçante, son travail ne l'empêche pas de s'occuper de ses enfants mais l'attitude de ces derniers pendant leur temps libre n'arrange pas leur maman avec les noyades dans les plages interdites.

Nombreux parents voient leur emploi du temps aménagé à cause des grandes Vacances. Pour la plupart, les écoles coraniques sont la solution, s'ensuivent les colonies de vacances et les nounous pour la garde de leurs enfants. Certes, l'année scolaire n'est pas un moment favori pour les enfants mais pour les parents, elle leur permet de trouver l'équilibre pour mieux gérer leur vie professionnelle.

**Khadiyatou GUËYE Fall**

## Adieu, James,

James est mort le vendredi 02 juillet 2021. C'est l'oncle, le vénérable journaliste Babacar Noël Ndoye qui en fait la douloureuse annonce une semaine plus tard dans les annonces nécrologiques en invitant à la cérémonie du huitième jour.

Pape Birahim Gaye était enseignant, cela dans les temps anciens dont les jeunes comme Macky Sall peuvent se souvenir : l'élève admirait son maître, aux dires de l'enseignant.

James était une icône de Dakar, du vieux Dakar, de Dakar-Plateau ; hier comme aujourd'hui y règne James, élégance saint-louisienne désuète, abreuvée à la culture sère de Fatick, qui rappelle à bien des égards le grand « Paathie » de l'ex-Grand'Cour, célèbre lieu de rencontre des environs de Jules Ferry. C'est ça, finalement, Dakar-Plateau, éternel : on y retrouvera tous les jours aux environs du building Maginot Pape Birahim Gaye James, digne et droit dans ses bottes.

Adieu, James !

